



ASSOCIATION NATIONALE des DÉLÉGUÉS & PERSONNELS des SERVICES MANDATAIRES à la PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS

www.andp.fr / contactandp@orange.fr

EDITO : VERS UNE NOUVELLE ÈRE...

Chers lecteurs et lectrices du bulletin de l'ANDP, c'est après une longue gestation que nous nous décidons enfin à accoucher de ce premier bulletin 2019 !

Vous l'aurez noté, nous n'avons pas pu échapper aux déferlantes de l'ère macronnienne et aux multiples demandes de concertations préalables au récent rapport d'ACD et à la [loi programmation justice de ce 23 mars 2019](#).

Est-ce le signe d'une nouvelle politique publique de l'Etat en faveur de la protection juridique des majeurs ? C'est une réelle question que nous ne cessons de nous poser encore à ce jour.

Mais ne soyons pas injustes, nous avons aussi fait face à un renouveau dans la présidence de l'ANDP, après une année de transition où Pierre BOUTTIER, Agnès FRANCIS, Maud SCHINDELE et Aude GAUTHIER ont assuré une coprésidence.

Désormais nous voilà prêts à continuer d'œuvrer, même si nous n'avions jamais en réalité stoppé nos actions et notre présence sur les revendications au national. Que vous soyez MJPM en association, en préposé, ou en individuel qui chaque jour vous battez au quotidien pour faire valoir les droits des personnes protégées pour lesquelles vous exercez un mandat.

L'importance du terrain pour construire une nouvelle politique publique est primordiale. Car ce n'est qu'à partir de nos expériences, de notre vécu, que les professionnels de terrains que nous sommes peuvent permettre un ancrage dans la réalité.

Nous voilà donc prêts pour une nouvelle aventure avec un nouveau bureau qui réunit Chantal BAUDUIN, Karen BIZIEN, Pierre BOUTTIER, Jean-Philippe COURTIN, Nicolas DAVID, Hélène DUMORTIER, Aude GAUTHIER, Céline GUILLAUMIE, Amandine HEL, Yohanne LAURENT, Clémentine PETIT, Vanessa PEYNET, Lydie POIDEVIN, Maud SCHINDELE, Nicolas ROEDIGER, Salem ZELFA. Et deux co-présidentes, Agnès FRANCIS et Chrystelle CARDON.

C'est dans cette nouvelle dynamique, après avoir été happés dans une farandole de convocations autour de la notion d'accompagnement et du groupe éthique et déontologie, que nous souhaitons vous proposer un nouveau bulletin, que nous voulons encore au plus près de ce terrain qui fait notre quotidien.

Nous souhaitons que le bulletin serve de liaison entre vous praticiens de l'ombre et nous représentants. Vous pourrez ainsi nous communiquer vos ressentis, vos réactions voir vos anecdotes, afin que nous puissions puiser dans votre savoir et dans vos expériences pour donner à l'Etat la voix des oubliés que sont les personnes protégées, mais aujourd'hui malheureusement aussi les MJPM de tous horizons.

A.FRANCIS et C. CARDON *co présidentes de l'ANDP*

SOMMAIRE

Page 1 - Edito

Page 2 - Clic ! Clic ! Clic !

Page 2 - Madame Depente, un imbroglio téléphonique

Page 4 - Madame Paul

Page 5 - Brève de terrain : « Le jour où j'ai mis quelqu'un dehors »

Page 6 - 1ères Assises inter-régionales et caribéennes de la protection juridique des majeurs

Page 9 - Colloque : Les nouveaux modes de prise en charge des vulnérabilités

Bureau de l'ANDP

Adhésion 2019

L'ANDP est une association animée
par des bénévoles :

Comité de direction et directrices de la publication :
Chrystelle CARDON, Agnès FRANCIS
Trésorières :
Karen BIZIEN et Clémentine PETIT

Individuel : 20€ (simple)/40€ (soutien)
Adhésion de service (soutien) : 100€
[Bulletin d'adhésion sur le site internet](#)

vosre adhésion lui permet de vivre, de faire réseau
et représenter les MJPM de services

Toute adhésion est à adresser au siège :
ANDP, 5, rue Las Cases, 75007 PARIS

Nous contacter
www.andp.fr / contactandp@orange.fr

Cllic ! Cllic ! Cllic !

Lydie POIDEVIN, MJPM, membre du bureau de l'ANDP

Arrivée ce matin de bonne heure... Je cherche mon badge coincé au fond du sac. CLIC. L'ancre s'ouvre pour une journée de bureau. Pas de visite au programme aujourd'hui. Une tonne d'administratif en retard qu'il faut boucler dans la journée.

Le bureau est vide, mes collègues ne sont pas encore arrivés. Allumage du PC. Code d'accès requis : CLIC. Mot de passe demandé : CLIC. Ma conversation numérique est en marche, mes premiers échanges s'effectuent entre mon PC et moi-même.

Pour l'accès au logiciel métier, droit à la déconnexion oblige, il me faut attendre 8h, il est 7h 54, le temps de prendre un café.

Le badge dans la main gauche, le repas du midi dans la main droite, direction la salle de convivialité : deux portes CLIC CLIC. Les cafetières ne sont pas (encore) équipées de code d'accès et de mot de passe : alléluia ! Retour au bureau CLIC CLIC, l'ordinateur est prêt et soupire ; autre code requis, autre mot de passe : 8h03, je peux démarrer...

Dématérialisation du courrier oblige, mon ordinateur me signale : 33 documents à traiter, pendant qu'une notification en bas, à droite de mon écran, m'informe qu'un nouveau message vient d'arriver sur ma boîte mail. Les outils numériques ont accéléré la vitesse de nos échanges. Dans notre service nous passons une grande partie de notre temps à répondre aux messages de nos partenaires, de nos collègues, de notre hiérarchie et des majeurs en plus du téléphone, des réunions, des rendez-vous et des permanences externalisées. L'ordinateur est devenu l'outil incontournable de nos pratiques. Tout y est stocké, répertorié, contrôlé. Nos actions sont tracées par notre quadrigramme, nos courriers sont préformatés, nos procédures internes sont recensées en algorithmes. J'annote mon agenda professionnel : CLIC CLIC, je réserve une voiture : CLIC, CLIC, je transcris l'objet d'un appel : CLIC CLIC...

La digitalisation détériore nos rapports humains de proximité et de compréhension de nos environnements professionnels. On ne passe plus de temps avec le nouveau salarié on l'oriente vers le site de référence qui lui indiquera la marche à suivre. Il n'existe plus d'échange sur les valeurs éthiques et déontologiques, essences même de nos métiers puisque la valeur ajoutée demandée sera fondée sur notre réactivité face à l'outil informatique. CLIC CLIC CLIC...

Madame Depente, un imbroglio téléphoné

Conférence scientifique et citoyenne 18-19-20 Décembre 2017, MSH Paris Nord

Contribution 2ème CONFCAP, Pierre BOUTTIER

Madame DEPENTE réside en famille d'accueil. Elle est à l'aide sociale pour ses frais d'hébergement et ne dispose de ce fait que de 100 € par mois pour ses dépenses personnelles. Sa curatelle renforcée est aménagée : ses factures téléphoniques sont prélevées sur le compte où elle gère seule le reliquat laissé à sa disposition par le département. Bien qu'un peu désorientée elle a des capacités certaines à accomplir des démarches et son curateur est en retrait à cet égard pour lui laisser ces initiatives.

Elle interpelle un jour le mandataire, lui demandant la possibilité de changer de contrat de téléphonie mobile et d'en souscrire un auprès de sa banque dont elle a reçu le prospectus. Elle pense trop payer et ne peut consulter ses factures ni son contrat en

ligne, dont les identifiants sont perdus depuis longtemps. Le professionnel lui rappelle le cadre de sa mesure : elle accomplit ses actes courants, lui paye – en l'occurrence, elle paye même seule cette dépense sans qu'il ait à intervenir. Le forfait retenu est, en plus, moins cher que son actuel (10 €, limité à 4h de communications contre 20 € actuellement), ce qui est budgétairement plus confortable, d'autant que Mme DEPENTE explique qu'elle téléphone peu. Dans une dynamique d'autonomie et connaissant par expérience les blocages concrets que rencontrent les personnes protégées dans l'exercice de leurs droits auprès des tiers, il lui adresse un courrier lui rappelant ce cadre légal -avec citation des textes- afin qu'elle se sente soutenue, affirmée dans ses capacités -et qu'elle

puisse si nécessaire le montrer à un éventuel banquier récalcitrant.

Elle le rappelle quelques jours plus tard : à sa demande de rendez-vous, la conseillère lui a indiqué par téléphone qu'elle ne pourrait la recevoir seule, mais seulement accompagnée de son curateur. Soit le résultat inverse à celui attendu... Le mandataire adresse un courriel à la banque avec en pièce jointe copie dudit courrier en rappelant le non-sens juridique et pratique d'intervenir lui-même, Mme DEPENTE disposant des mêmes droits que n'importe quel citoyen pour ce type de démarche.

Des semaines s'écoulent, le mandataire apprend que la personne protégée a obtenu un rendez-vous à sa banque et ne s'inquiète plus des suites. Lors d'une visite à domicile, le mois suivant, Mme DEPENTE lui explique qu'il lui a été impossible d'obtenir le contrat tant désiré, que la banque le lui a refusé. Le mandataire se doit d'entrer en scène, et comme trop souvent, non pas pour assister ou représenter une personne protégée mais pour affirmer la capacité naturelle de la curatelaire ! Ou comment intervenir sans cesse pour expliquer que l'on n'a pas à intervenir... Deux mails puis un courrier recommandé en un mois ne donnent lieu à aucune réponse.

Quelques jours plus tard, c'est la directrice de l'agence qui appelle directement le mandataire pour explications. Le dialogue démarre très froidement. La banquière finit par lui expliquer que la démarche rencontre un double écueil. D'une part, le système informatique du réseau bancaire empêche l'accès à ce type de contrats, le libellé « curatelle renforcée » dans la fiche client emportant le même type de restriction que pour une personne en tutelle ! La parade technique a tout de même été trouvée : il leur faut supprimer temporairement le paramétrage relatif à la protection juridique et attendre 48h avant de le réinscrire informatiquement. Le curateur rétorque qu'il ne voit pas d'inconvénient à ce qu'aucune mention n'y figure : il ne s'agit finalement que d'un compte qu'elle gère en toute autonomie, sans autorisation de découvert néanmoins (qui nécessite légalement l'assistance du curateur), un paramètre accessible à tout client de droit commun. Mais d'autre part l'interlocutrice s'étonne que ce forfait ait été choisi « alors qu'il ne s'agit pas d'un forfait bloqué ». Le mandataire finit par comprendre que dans la représentation bancaire, une personne en

curatelle ne saurait accéder à un forfait limité en nombre d'heures d'appel mais sans restriction, tout à fait ordinaire aujourd'hui, « pour préserver ses intérêts en cas de dépassement ». Il conclut en affirmant que rien ne l'empêche à part certains blocages psychologiques, et que la personne a le droit absolu de souscrire le contrat de son choix. La directrice de l'agence accepte alors de s'en occuper personnellement.

L'histoire pourrait s'arrêter sur ces trois mois consacrés à faire appliquer le seul droit commun, banal, quotidien.

Le mandataire appelle immédiatement Mme DEPENTE afin de l'informer de l'issue heureuse. Celle-ci se dit soulagée de pouvoir enfin « avoir un nouveau téléphone », le sien étant obsolète.

Le malentendu originel surgit alors : le professionnel qui s'était impliqué au nom d'un combat capacitaire comprend alors que le nouveau contrat et la compensation de l'humiliation qu'elle avait subie en se faisant éconduire importent beaucoup moins aux yeux de la curatelaire que l'acquisition d'un appareil mobile à un prix dérisoire ! L'enjeu n'avait pas été clairement énoncé, la méprise pouvait prospérer.

Au cours de la même conversation, Mme DEPENTE lui apprend qu'elle lui a envoyé un courrier trois jours auparavant : elle avait enfin retrouvé les identifiants de son contrat actuel et souhaiterait qu'il puisse y accéder, elle même ne sachant pas « se débrouiller sur internet ». Le mandataire accède au contrat en ligne ainsi qu'aux dernières factures et s'aperçoit que la curatelaire, loin « d'appeler très peu », ce qui est en soi une notion relative, consomme 12h à 15h de communications mensuelles avec un forfait illimité ! Un rapide calcul lui apprend que le coût avec le nouveau forfait tant espéré serait de 40 à 50€ par mois du fait des dépassements, plus du double de ses charges actuelles !

Le malentendu est en définitive double dans cette situation. C'est plus l'appareil que le contrat qui est visé : Mme DEPENTE avait su calculer qu'acquérir directement un téléphone allait prendre des mois de petites économies sur son reliquat disponible déjà modeste. Par ailleurs, le problème essentiel de son contrat actuel était l'impossibilité concrète d'en contrôler le contenu faute d'accès à l'espace client en ligne (avant que les identifiants puissent être retrouvés) et non les qualités-mêmes du contrat qui se sont avérées avantageuses.

Le mandataire est bien embarrassé. Bien entendu, sa fonction première est alors d'informer la personne de ces nouveaux paramètres afin qu'elle puisse décider par elle-même. Mais dans cette situation, il perçoit que Mme DEPENTE finira par renoncer à son initiative, sans doute non pas par décision parfaitement « éclairée » (elle désire tant son nouveau téléphone...) mais par résignation et pour se conformer aux explications qui lui seront fournies. Le mandataire lui présentera forcément le

changement d'opérateur et de forfait comme plus défavorable pour elle, et, quoi qu'elle en comprenne, elle s'y pliera -c'est pour cette raison qu'il s'abstenait jusqu'ici d'intervenir dans ces domaines périphériques à son mandat, afin de lui laisser l'initiative. En d'autres termes, la volonté exprimée par la personne apparaît déjà fragile, elle se révèle d'autant plus incertaine que la décision finale sera sans aucun doute... celle du professionnel !

Madame Paul

Lydie POIDEVIN, MJPM, membre du bureau de l'ANDP

Madame Paul est une femme de 58 ans, clouée dans un lit 24h sur 24h pour obésité morbide. La nuit, l'oxygénothérapie fait son travail pendant que l'extracteur donne le tempo. Le jour, c'est l'attente qui rythme les journées de Madame Paul. L'heure du passage de l'infirmière qui vient chaque matin pour le contrôle glycémique et la prise des médicaments.

L'heure du premier tour de passage du service d'aide à domicile : toilette, changement des draps, préparation du petit déjeuner et du déjeuner. Puis c'est l'attente. Il est à peine 9 heures. La prochaine visite sera d'une vingtaine de minutes le midi, puis à 17h45.

Madame Paul vit seule dans un appartement en rez-de-chaussée d'un immeuble de l'agglomération rouennaise. Un lit médical a été installé dans le salon entre le téléviseur et la cuisine ouverte. Elle a un fils qui vit à quelques kilomètres mais qui n'a pas le temps de venir la voir, et un frère qui, quand il n'oublie pas de rendre visite à sa soeur, passe en courant d'air, vidant au passage les quelques denrées rangées dans un placard pour éviter que cela ne se perdent, comme il dit.

Alors, elle attend. Depuis maintenant 4 ans, elle attend. Sa porte d'entrée n'est jamais fermée à clef. De son

lit elle ne peut pas atteindre l'interphone, alors la porte reste ouverte.

Madame Paul rumine sa colère, sa souffrance, son isolement. Elle veut vivre chez elle, elle ne veut plus retourner à l'hôpital. La dernière fois qu'elle a dû y séjourner elle y est restée 8 mois. Elle a tellement mené la vie dure aux équipes de soignants, qu'ils l'ont fait ressortir avec, en prime, une mesure de protection. Elle

est en colère Madame PAUL, très en colère.

Depuis son retour au domicile elle ne peut plus du tout se mouvoir seule. Alors quand son lit est souillé, elle

attend. Quand elle a faim elle attend, quand elle fait tomber son téléphone, elle attend, quand le volet claque sur sa baie vitrée, elle attend... Elle respire l'odeur viciée de son appartement, mélange d'urine et d'antiseptiques et elle attend.

Elle est tellement en colère qu'elle ne sait plus dire ce qu'elle attend. Souvent, elle saisit son téléphone et appelle les services de la mairie, les impôts, l'EDF, la CAF et même le secrétariat de l'Élysée. Elle est virulente, impolie, agressive. En souffrance.

Elle a épuisé tous les services de maintien à domicile qui les uns après les autres ont fini par dire stop. Trop difficile, trop compliquée, trop lourde, trop méchante, trop agressive, trop, trop, trop... Pour combler l'attente, le mal être, la solitude, elle téléphone, elle commande, elle décide. Son ancienne chambre est devenue une annexe de la pharmacie voisine. Protections à usage unique, gants en latex, crèmes et pommades, compresses stériles, médicaments, tout le matériel indispensable à son hygiène, ses soins quotidiens sont stockés là parmi les cartons de vêtements qu'elle ne remettra plus, à quoi bon...

Elle vit de l'AAH. 860€ par mois. Elle en dépense trois à quatre fois plus. Elle commande, fait livrer ne paye jamais. Elle est expulsable depuis 2014. Elle souscrit des mutuelles, qu'elle ne paye pas, se rappelle que son logement n'est plus assuré depuis deux ans, remplit un nouveau contrat jamais réexpédié, change d'opérateur de téléphonie au gré de ses humeurs, et récite à qui veut l'entendre l'étendue de son vocabulaire ornithologique.

Elle s'en moque elle attend. Elle me raconte tout cela dès la première rencontre. Je suis là face à elle. Je soutiens difficilement ses yeux qui me fixent. Je me sens étreinte dans mon costume de mandataire

judiciaire à la protection des majeurs. Dans ma tête se bousculent les mots dignité, consentement, vulnérabilité, autonomie, les oxymores du mandat et les injonctions paradoxales...

Brève de terrain : "Le jour où j'ai mis quelqu'un dehors..."

Un vendredi de février, j'ai accepté de faire un état des lieux sortant avec une personne sous curatelle renforcée, en remplacement d'une collègue en arrêt. En réunion d'unité le lundi d'avant, les chefs avaient demandé qui était libre car les collègues du trinôme concerné ne l'étaient pas, alors j'ai levé le bras. On m'a juste demandé de faire un edl sortant pour untel. J'avais juste à aller sur place...

Le jour J, juste avant de partir, je vérifie le "suivi majeur" et les "consignes" afin de vérifier que nous n'avions pas à un jeu de clés au coffre. Et là je vois le compte-rendu de la dernière visite, "deux individus étaient dans le logement... ils rôdaient dans le quartier... intervention d'un serrurier en urgence... Madame ne veut pas porter plainte,... vu avec le chef et voir le 8/2 si les individus sont de nouveau là..." Ah.

Nous sommes le fameux « 8/2 », je m'agace avant de partir car ce remplacement ne s'avère pas si simple et que personne n'a pensé à me prévenir qu'il y avait des antécédents dans le dossier... Puis je me rassure en disant que le serrurier est intervenu. Pas de chef au bureau ce matin-là donc, bien obligé de me rendre à cet état des lieux, surtout que la dame est en pension de famille maintenant et qu'elle n'a pas les moyens financiers d'avoir deux logements.

J'arrive sur place, personne en bas du bâtiment, je sonne, personne. J'attends et la dame arrive en taxi comme prévu puis Monsieur l'agent immobilier. J'ai oublié de préciser que la dame est en béquille avec un plâtre à la jambe mais elle a insisté pour venir! Nous grimpons les deux étages, la dame tente d'ouvrir la porte, ça ne marche pas... elle insiste et d'un coup, la porte s'ouvre et nous apercevons une personne qui se précipite au fond de l'appart! Là je panique intérieurement!

La dame ouvre en grand la porte de son appartement, s'exclame qu'elle ne savait pas qu'il y avait quelqu'un. Je m'entends dire à voix haute que je vais appeler la police, un homme sort alors de l'appartement en disant que c'est un ami, qu'il ne fait rien de mal... La dame conteste lui avoir donné les clés...

J'explique que nous devons rendre l'appartement et que nous sommes là pour faire l'état des lieux, il ne bouge pas...personne ne bouge. Toujours sur le palier, j'insiste en menaçant une nouvelle fois d'appeler la police. Je me vois parler très fort et vite pendant que je bouillonne de l'intérieur (c'est mon premier squatteur, je sais plus où que j'ai mis mon portable et que je suis pas sûre d'avoir assez de réseau...)

La dame sur ses béquilles marmonne qu'elle ne comprend pas, j'explique à l'agent immobilier (qui me laisse bien gérer la situation) que pour moi les clés avaient été changées.

Nous patientons une dizaine de minutes à peine et l'homme finit par sortir de du logement avec une valise. Je lui demande les clés et il répond qu'il n'en a pas, qu'il utilisait le verrou, que les voisins lui ouvraient l'immeuble *via* les interphones, il dit qu'il n'est pas méchant, que c'est un ami. Je lui demande de partir de façon très autoritaire, sans vraiment écouter, et il part. Surprise : le logement n'est pas vide alors que dans le « suivi majeur » le déménagement avait été fait. La dame dit que ce ne sont pas ses affaires, un canapé, table basse, deux matelas, linge, etc.

J'essaie de joindre un chef à l'asso, et je tombe bien, le chef de service est avec le directeur ! Je débite tout ce qui se passe et expose mon point de vue : rendre les clés comme convenu car Mme ZZ ne pourra pas assumer deux charges d'hébergement. Le directeur valide mon point de vue (je crois que je ne laisse pas vraiment parler) et nous faisons l'état des lieux sortant avec la remise des clés.

Pour moi c'était la meilleure solution sur le plan financier, pour éviter que l'appartement soit de nouveau squatté, ainsi que dans l'intérêt de la dame qui est très vulnérable et influençable, qui est atteinte d'une pathologie psy et ne sait pas dire non.

De retour au bureau, je débrieфе avec le directeur pour me rassurer que je n'avais pas fait d'erreur sous le coup de la panique, et pour faire descendre la pression. Il me répond : "l'homme a accepté de

partir, cela aurait été différent s'il avait insisté pour rester..." Rassurée d'être en accord avec la direction mais, sur le plan humain je ne suis pas très fière d'avoir mis un homme à la rue en plein hiver... Voilà, avec le recul, je ne sais pas si je réagis de la même manière : appellerais-je la police ?

Négocierais-je un report de date ?

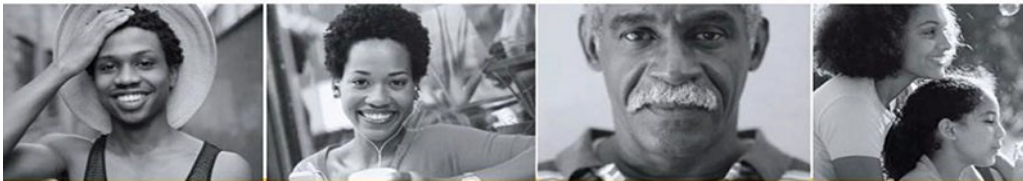
Au bureau, on se dit que maintenant l'appartement est rendu. point. Et à cette dame « béquillante », je lui ai dit de faire attention à elle et de profiter de ce nouveau départ qui semblait lui convenir.

1ères Assises inter-régionales et caribéennes de la protection juridique des majeurs

L'ANDP sera présente au colloque de la Martinique pour animer une table ronde sur le thème : « qui est le MJPM »



LES 10 ANS D'APPLICATION DE LA LOI DE 2007



**Bilan et perspectives
sur l'évolution du droit
des majeurs protégés**

**Mercredi 23 et Jeudi 24
OCTOBRE 2019**

SALLE EMILE MAURICE
HOTEL DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Inscription gratuite
0596 65 50 03

1^{ères} ASSISES INTER-RÉGIONALES ET CARIBÉENNES DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS

INTERVENTIONS SPÉCIALES DE :

Madame **Anne CARON DEGLISE**, Avocat Général à la Cour de Cassation 1ère chambre civile - Monsieur **Ange FINISTROSA**, Président de la FNAT (Fédération Nationale des Associations Tutélaires) - Madame **Christelle CARDON**, Présidente de l'ANDP (Association Nationale des Délégués) - Les Juges des tutelles de la Martinique - Madame **Marie-Therese JUNKERRE**, Founder and CEO of Premium Home and Residential Care Services Ltd (PHARCS) in Dominica - Madame **Velda OCTAVE-JOSEPH**, Permanent Secretary Ministry of Equity, Social Justice, Local Government of St. Lucia



PROGRAMME



Mercredi 23 OCTOBRE 2019

Accueil des participants dès 8h30

- | | |
|-------|--|
| 9h15 | PRÉSENTATION DES TRAVAUX ET ENJEUX DES ASSISES
Marguerite BOURGEOIS - Présidente de l'Association UNFAM La Myriam, Administratrice nationale de la Fondation OVE |
| 9h30 | OUVERTURE DES TRAVAUX
Charles HELENON - Président ADAFAE / Erick VALERE - Président UDAF
Représentant de Monsieur le Président de la CTM
Représentant de Monsieur le Préfet de la Martinique |
| 9h45 | LE BILAN DE LA LOI DU 5 MARS 2007
Bilan général et éléments statistiques
Ange FINISTROSA - Président de la FNAT (Fédération Nationale des Associations Tutélaires)
Karine BAILLARD - Responsable du pôle cohésion sociale à la DJSCS Martinique |
| 10h30 | ÉCHANGES AVEC LA SALLE |
| 11h00 | DE LA LOI DU 5 MARS 2007 À LA LOI DU 23 MARS 2019 : DROITS FONDAMENTAUX, PRINCIPES D'AUTONOMIE, ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN À L'EXERCICE DES DROITS, ...

Le rapport de la mission interministérielle sur la protection des majeurs

Évolution du dispositif de la protection juridique des majeurs : renforcement des droits fondamentaux et déjudiciarisation de la protection des personnes vulnérables
Anne CARON DEGLISE - Avocat Général à la Cour de Cassation 1ère chambre civile |
| 12h00 | ÉCHANGES AVEC LA SALLE |
| 12h30 | DÉJEUNER |
| 14h00 | REGARDS CROISÉS : TABLE RONDE ET ÉCHANGES AVEC L'AUDITOIRE
Animés par Christelle CARDON - Présidente de l'ANDP (Association Nationale des Délégués)

Missions et limites d'intervention des MJPM
Le rôle et la place des familles dans la protection de l'adulte.
Le point de vue du Juge des tutelles
Articulations avec l'ensemble des professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice)

Participants : Mandataires Judiciaires à la Protection Juridique aux majeurs, Préposés d'établissements, Juge des tutelles, représentants de l'ordre des avocats, représentant de la chambre interdépartementale des huissiers, représentant de la chambre interdépartementale des notaires, SAJES, UDAF. |
| 15h45 | ÉCHANGES AVEC LA SALLE |
| 16h30 | CLÔTURE DE LA JOURNÉE |

PROGRAMME



Jeudi 24 OCTOBRE 2019

Accueil des participants dès 8h30

9h15

PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA JOURNÉE

Erick VALERE - *Président UDAF*

9h30

LES ATTENTES DES PROFESSIONNELS DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS, LES ENJEUX POUR LA SOCIÉTÉ

Ange FINISTROSA - *Président de la FNAT*

La reconnaissance de la profession de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le droit à la protection juridique et judiciaire

Quel accompagnement ?

Quel public en protection demain ?

Déjudiciarisation : effets et limites

10h15

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

10h30

LES TRAVAUX DE LA FNAT : l'éthique, le contrôle interne et le RGPD

Ange FINISTROSA - *Président de la FNAT*

10h45

PAUSE

11h00

LES DISPOSITIFS DE PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES DANS LES ANTILLES ANGLOPHONES

Frantz RÉMY - *Vice président de l'ADAFAE*, Marie-Therese JUNKERRE - *Founder and CEO of Premium Home and Residential Care Services Ltd (PHARCS) in Dominica* - Velda OCTAVE-JOSEPH, *Permanent Secretary Ministry of Equity, Social justice, Local Government of St. Lucia*

11h45

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

12h00

GRAND TÉMOIN

Louis Felix OSIER LAFONTAINE - *Sociologue*

12h30

CLÔTURE DES ASSISES

Marguerite BOURGEOIS - *Présidente de l'Association UNFAM La Myriam, Administratrice nationale de la Fondation OVE*

Colloque • Programme

suivi d'un récital de musique classique

*Les nouveaux modes
de prise en charge
des vulnérabilités*

Vendredi **22** novembre **2019**
de 14 heures à 20 heures
Mairie du 3^{ème} arrdt.
2 rue Eugène Spuller
75003 **Paris**

